

Audience publique du 15 mars 2010

Recours formé par
Monsieur ..., ...
contre une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
en matière de protection internationale (art.23 L.5.5.2006)

JUGEMENT

Vu la requête déposée le 15 février 2010 au greffe du tribunal administratif, inscrite sous le numéro 26596 du rôle, par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... (Iran), de nationalité iranienne, demeurant à L- ... , tendant à l'annulation d'une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 17 décembre 2009 portant rejet de sa demande en obtention d'une protection internationale, ainsi que d'une décision confirmative de refus du 18 janvier 2010 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 19 février 2010 ;

Vu le mémoire en réplique déposé par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH en date du 1^{er} mars 2010 au greffe du tribunal administratif ;

Vu le mémoire en duplique déposé par le délégué du gouvernement au greffe du tribunal administratif en date du 4 mars 2010 ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Ardavan FATHOLAHZADEH et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Paul REITER en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 8 mars 2010 ;

Le 2 février 2005, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration une première demande en vue d'obtenir le statut de

réfugié au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, sinon au sens de la loi du 3 avril 1996 portant création 1) d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile ; 2) d'un régime de protection temporaire.

Par décision du 3 avril 2006, le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration rejeta ladite demande.

Le recours contentieux introduit par Monsieur ... à l'encontre de cette décision ministérielle fut définitivement rejeté par un arrêt de la Cour administrative du 10 juillet 2007 (n°22539C du rôle).

Monsieur ... bénéficia par la suite d'une tolérance prolongée à plusieurs reprises, réaccordée en date du 26 janvier 2010 et prenant fin en date du 31 janvier 2011.

Le 19 mai 2009, Monsieur ... adressa au ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration une nouvelle demande de protection internationale au sens de l'article 23 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. Il fut entendu par les services du ministère compétent en date des 2 juillet et 1^{er} septembre 2009.

Par décision du 17 décembre 2009, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, entretemps en charge du dossier, rejeta cette nouvelle demande pour être irrecevable, décision libellée en les termes suivants :

« J'ai l'honneur de me référer à votre demande en obtention d'une protection internationale au sens de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection que vous avez présentée en date du 19 mai 2009.

Il ressort de votre dossier que vous aviez déposé une première demande d'asile le 2 février 2005. Cette demande avait été rejetée au motif que certains éléments que vous invoquiez étaient trop anciens pour être pris en considération et que, par la suite, jusqu'en 2004, vous n'auriez plus été inquiété. Vous aviez aussi invoqué des activités de distributions de tracts en 2004, mais les craintes que vous invoquiez suite à ces activités seraient restées à l'état de supposition.

Il ressort de votre nouvelle demande que vous remettez maintenant des documents tendant à prouver vos activités politiques. Plus particulièrement, vous remettez un procès-verbal de perquisition qu'aurait subi votre père le 4 janvier 2009 et vous expliquez que cette perquisition aurait été causée par vos activités de weblogger au Luxembourg. Vous dites que vos activités consistent à aider les iraniens à déjouer les filtres placés par les autorités iraniennes sur les sites jugés d'opposition au régime. Un de vos amis, resté en Iran, à qui vous auriez envoyé ce genre d'information aurait été arrêté et il aurait sans doute donné votre nom aux autorités sachant que vous ne risquez rien puisque vous êtes au Luxembourg. Vous ajoutez que votre père aurait été emprisonné suite à cette perquisition. Vous précisez que même si votre famille ou vos amis sont en danger à cause de vos activités au Luxembourg, vous estimez qu'il est de votre devoir de continuer. Vous ajoutez que vous auriez été membre d'un groupe de Derviches depuis 2004. Vous n'en auriez pas parlé dans le cadre de votre première demande car cela ne vous aurait pas posé de problème en Iran à ce moment là. Par contre vous affirmez que, depuis votre arrivée au Luxembourg, la situation des Derviches s'est aggravée en Iran et que, maintenant, ils seraient considérés comme des opposants au régime. Les autorités auraient arrêtés des Derviches et auraient rasé leurs maisons de prières. Vous

remettez au ministère un procès-verbal de perquisition, une attestation de témoignage et un CD qui comporte des livrets de famille et cartes d'identité scannés de diverses personnes. Vous invoquez finalement la situation en Iran, aggravée par la réélection contestée de Mahmoud AHMADINEJAD.

Je suis au regret de vous informer qu'en vertu des dispositions de l'article 23 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, votre demande de protection internationale est irrecevable au motif que vous n'avez présenté aucun élément ou fait nouveau augmentant de manière significative la probabilité que vous remplissiez les conditions requises pour prétendre à une protection internationale.

Je relève que vos activités avant votre départ d'Iran, telles qu'elles résultent de votre première demande d'asile, consistaient seulement à distribuer quelques tracts et que ce n'est qu'au Luxembourg que vous avez commencé des activités de weblogger. Or, en vertu de l'article 27 (3) de la loi modifiée du 5 mai 2006 précité « Sans préjudice de la Convention de Genève, un demandeur qui introduit une demande ultérieure ne se voit normalement pas octroyer le statut de réfugié si le risque de persécutions est fondé sur des circonstances que le demandeur a créées de son propre fait depuis son départ du pays d'origine. » Or, telle est votre situation puisque vos activités se sont effectuées au Luxembourg avec l'ouverture de votre site et votre correspondance avec des weblogger iraniens restés en Iran. Je constate aussi qu'il vous suffirait de fermer votre site et de ne plus correspondre avec les opposants iraniens si vous vouliez vraiment ne plus être en danger.

Quant à votre adhésion à un groupe de Derviches, je constate que vous n'en aviez pas fait état lors de votre première demande de (sic). Or, je vous rends attentif au fait que l'article 23 de la loi précitée du 5 mai 2006 prévoit l'irrecevabilité d'une nouvelle demande de protection internationale si les faits nouvellement présentés par le demandeur auraient pu être présentés lors de sa précédente demande. Votre adhésion à ce groupe de Derviches n'est donc pas à considérer comme élément nouveau au sens de cet article. De plus, je relève que votre appartenance à ce groupe ne vous a pas causé de problèmes en Iran quand vous y étiez et le fait que cela pourrait vous causer des problèmes maintenant reste à l'état de supposition. En ce qui concerne plus particulièrement ce mouvement religieux, s'il est vrai que certains Derviches ont été inquiétés par le régime, il s'agit essentiellement de personnes ayant une fonction importante au sein de ce mouvement. Les simples adhérents ou sympathisants n'ont pas de problèmes avec les autorités.

En outre, votre récit ne contient pas de motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. En effet, les faits invoqués à l'appui de votre demande ne nous permettent pas d'établir que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter, b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptible de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

Je suis au regret de vous informer qu'en vertu des dispositions de l'article 23 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, votre demande de protection internationale est irrecevable au motif que vous

n'avez présenté aucun élément ou fait nouveau augmentant de manière significative la probabilité que vous remplissiez les conditions requises pour prétendre à une protection internationale. (...) ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 15 février 2010, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à l'annulation de la décision ministérielle prévue du 17 décembre 2009, lui notifiée en date du 20 décembre 2009, ainsi que contre une décision confirmative de refus du 18 janvier 2010.

Etant donné que l'article 23 (3) de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection prévoit un recours en annulation en matière de nouvelles demandes déclarées irrecevables, seul un recours en annulation a pu être dirigé contre les décisions ministérielles critiquées.

Le recours en annulation, par ailleurs introduit dans les formes et délai de la loi, est dès lors recevable.

A l'appui de son recours le demandeur fait valoir qu'il aurait créé un blog en vue d'aider les Iraniens à avoir accès à des sites internet censurés par le régime iranien et dénonçant notamment une violation des Droits de l'Homme dans ce pays. Il affirme que via son blog il expliquerait à ses compatriotes comment déjouer les filtres installés par le régime politique iranien. Le demandeur affirme en outre qu'un de ses amis, auquel il aurait envoyé de telles informations, aurait été arrêté par les autorités iraniennes. Il souligne encore que cet ami, suite à des actes de torture, aurait révélé son nom aux autorités iraniennes, de sorte que ces dernières auraient effectué une perquisition au domicile de ses parents restés en Iran en date du 4 janvier 2009. Le demandeur expose par ailleurs que suite à cette perquisition, lors de laquelle de nombreux objets, tels que des ordinateurs, un télécopieur et des documents personnels de sa famille auraient été saisis, son père aurait été emprisonné. Il fait encore plaider qu'il aurait fait partie du parti politique des monarchistes et qu'actuellement il ne ferait que continuer les activités politiques qu'il aurait d'ores et déjà exercées en Iran et ceci afin de voir un jour la naissance d'un Etat Iranien respectueux des Droits de l'Homme. Il souligne encore être au courant que cette activité pourrait mettre en danger sa famille et ses amis restés en Iran, mais il affirme ne pas pouvoir pour autant rester inactif.

Le requérant affirme par ailleurs appartenir à la communauté des Derviches. Il explique que cette communauté serait semblable à celle des musulmans étant donné qu'ils auraient notamment la même prière. Il expose que les Derviches ne feraient rien de spécifique contre le régime en place mais que leur activité, laquelle serait secrète, se limiterait à avoir des discussions méditatives sur Dieu. Le demandeur affirme que lors de la perquisition chez ses parents des cassettes contenant des discours du guide des Derviches auraient été saisis et que cette communauté serait considérée par le régime iranien comme un groupement d'opposition, de sorte que ces membres seraient victimes de plus en plus de répressions et d'arrestations.

En droit, le demandeur affirme que la décision ministérielle entreprise devrait encourir l'annulation pour violation de la loi, sinon pour erreur manifeste d'appréciation et pour ne pas avoir tenu compte de la situation générale dans son pays d'origine laquelle serait loin d'être démocratique et respectueuse des droits de l'Homme

Il reproche plus particulièrement à la décision ministérielle d'avoir été prise en violation de l'article 31(1) de la loi modifiée du 5 mai 2006 précitée alors que suite à la

création de son blog contenant des idées contraires à l'idéologie du gouvernement iranien il serait recherché par les autorités iraniennes pour avoir conspiré contre le gouvernement en place.

Le requérant reproche encore à la décision ministérielle déferée d'avoir été prise en violation de l'article 31(2) de la loi modifiée du 5 mai 2006, étant donné que dans son pays d'origine il risquerait la peine de mort, peine manifestement disproportionnée et discriminatoire. Il en conclut que les persécutions dont il serait victime seraient largement établies, et suffisamment étayées pour justifier l'octroi du statut de réfugié politique.

En ce qui concerne l'article 27 de la loi modifiée du 5 mai 2006, le demandeur fait plaider avoir participé à la distribution de tracts contenant le discours de Reza Shah et avoir appartenu à un groupe partisan du Prince Reza, organisant des réunions politiques. Il rappelle encore que son grand-père maternel aurait été le président des tribunaux de la province de ... sous le régime du Shah pour devenir ensuite Procureur de ... et enfin membre de la Cour de Cassation d'Iran. Dans le même ordre d'idées, il souligne que son grand-oncle aurait été le conseiller du frère du Shah, que le cousin de son grand-père aurait rempli la fonction de premier ministre, que le cousin de sa mère aurait été le chef du service de renseignement du Shah et que l'oncle de sa mère aurait été sénateur ou député. Il en conclut que toute sa famille aurait été toujours très impliquée politiquement et serait connue pour être monarchiste.

Le demandeur estime en outre que le ministre, en refusant de lui accorder la protection internationale, n'aurait pas tenu compte du fait de la situation générale dans son pays d'origine, pays dans lequel les droits de l'homme ne seraient pas respectés en aucune façon. A l'appui de ses dires il se base sur plusieurs publications dont notamment le rapport d'Amnesty International d'Iran de 2009 et sur plusieurs articles publiés sur internet et relatifs à la situation générale en Iran. Il en conclut que sa nouvelle demande devrait être déclarée recevable et fondée.

Le délégué du gouvernement de son côté estime que ce serait à bon droit que le ministre a relevé que les activités politiques du requérant avant son départ d'Iran se seraient limitées à distribuer quelques tracts. Il affirme encore que le requérant aurait expliqué lors de ses auditions en 2005 soutenir vaguement n'importe quelle forme d'opposition au régime, de sorte que même si sa famille était adepte du Shah, le requérant ne serait visiblement pas actif pour un mouvement bien particulier mais se serait tout au plus contenté d'activités générales et n'aurait dès lors aucune position décisionnelle pour un parti ou mouvement déterminé, position qui aurait pu le placer dans une situation exposée.

La partie étatique affirme en outre que ce serait à juste titre que le ministre a émis des doutes quant au lien entre la perquisition et l'arrestation du père du requérant et les activités de celui-ci alors qu'il serait curieux que les autorités iraniennes recherchent en 2009 une personne qui a quitté le pays en 2005. Le délégué du gouvernement souligne encore que le procès-verbal de perquisition ne mentionnerait pas du tout le nom du requérant mais prouverait au contraire que seul son père serait concerné et il ne serait en outre nullement fait mention que les objets confisqués auraient un lien ou appartiendraient au requérant. Le délégué met encore en doute l'appartenance du demandeur au mouvement des Derviches et estime que même si cette appartenance serait établie, elle ne lui aurait, jusqu'alors, pas causé de problème en Iran et que le fait que cela pourrait lui causer des problèmes maintenant resterait à l'état de supposition. Il souligne encore que les pièces versées par le requérant consistant en des extraits de son blog

seraient pour la plupart en farsi et qu'étant donné les brefs délais fixés dans le cadre de cette seconde demande de protection internationale, le Gouvernement n'aurait pas eu la possibilité de faire traduire toutes ces pièces, de sorte qu'elles devraient être écartées purement et simplement de débats.

Il en conclut que le ministre aurait fait une saine appréciation de la situation du requérant.

Avant tout progrès en cause, il y a lieu de souligner que les faits invoqués par le demandeur relatifs à ce que certains membres de sa famille auraient eu des positions élevées sous le régime du Shah ont d'ores et déjà été toisés par un jugement du tribunal administratif du 28 mars 2007 n°22883 du rôle, confirmé par un arrêt de la Cour administrative du 10 juillet 2007 n° 22539C du rôle, de sorte à bénéficier de l'autorité de la chose jugée et ne plus pouvoir faire l'objet d'un nouvel examen par le tribunal.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'appartenance du requérant au mouvement des Derviches, à la supposer établie, il y a lieu de rappeler qu'aux termes de l'article 23 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, telle que modifiée :

« (1) Le ministre considérera comme irrecevable la nouvelle demande d'une personne à laquelle la protection internationale a été définitivement refusée ou d'une personne qui a explicitement ou implicitement retiré sa demande de protection internationale, à moins que des éléments ou des faits nouveaux apparaissent ou sont présentés par le demandeur et qu'ils augmentent de manière significative la probabilité que le demandeur remplisse les conditions requises pour prétendre au statut de réfugié ou au statut conféré par la protection subsidiaire, à condition que le demandeur concerné a été, sans faute de sa part, dans l'incapacité de les faire valoir au cours de la précédente procédure, y compris durant la phase contentieuse.

(2) Le demandeur concerné devra indiquer les faits et produire les éléments de preuve à la base de sa nouvelle demande de protection internationale dans un délai de 15 jours à compter du moment où il a obtenu ses informations. Le ministre peut procéder à l'examen préliminaire prévu au paragraphe (1) en le limitant aux seules observations écrites présentées hors du cadre d'un entretien ».

Le droit à l'ouverture d'une nouvelle procédure d'instruction d'une demande de protection internationale est ainsi conditionné par la soumission d'éléments qui, d'une part, doivent être nouveaux, et, d'autre part, comporter des indications sérieuses d'une crainte fondée de persécution, le demandeur devant avoir été dans l'incapacité – sans faute de sa part – de se prévaloir de ces nouveaux éléments au cours de la procédure précédente, en ce compris la procédure contentieuse.

En l'espèce, il résulte des pièces versées en cause et plus particulièrement du procès-verbal des entretiens du 2 juillet et du 1^{er} septembre 2009 ayant eu lieu à la Direction de l'Immigration que le demandeur n'a pas révélé son appartenance audit mouvement lors de sa première demande d'asile au motif qu'il se serait rendu secrètement aux réunions des Derviches et qu'à l'époque, son appartenance à ce mouvement ne lui aurait pas causé de problèmes.

Force est dès lors de retenir que le demandeur n'était pas dans l'incapacité de révéler son appartenance au mouvement Derviche lors de sa première demande de protection internationale, mais qu'il a délibérément omis d'en informer tant le ministre lors de la phase précontentieuse, que le tribunal administratif et la Cour administrative lors de la procédure contentieuse. Le simple fait que le demandeur se serait rendu secrètement aux réunions du mouvement Derviche et qu'à l'époque son appartenance audit mouvement ne lui aurait pas causé de problèmes ne saurait être interprété comme une incapacité au sens de l'article 23 de la loi du 5 mai 2006 précitée.

Il s'ensuit que cet élément ne saurait justifier l'instruction d'une nouvelle demande de protection internationale, alors que le demandeur, en omettant de préciser son appartenance au mouvement Derviche, a bien commis une faute telle que visée à l'article 23 de la loi modifiée du 5 mai 2006 susmentionnée.

Le demandeur fait encore état d'un autre fait nouveau, à savoir ses activités politiques et la perquisition des autorités iraniennes au domicile de ses parents qui s'en est suivie en date du 4 janvier 2009.

Force est d'abord au tribunal de constater qu'il résulte des pièces versées en cause et notamment du procès-verbal de perquisition du 4 janvier 2009, dont l'authenticité n'est pas utilement contestée par la partie étatique, que les autorités iraniennes ont bien effectué une perquisition au domicile des parents du demandeur et ont notamment saisi un ordinateur dont ce dernier affirme être le propriétaire.

Il résulte encore des pièces versées en cause que Monsieur ..., depuis son arrivée au Luxembourg, a créé un blog contenant notamment des articles de presse dénonçant la violation des droits de l'homme en Iran et expliquant la procédure à suivre pour pouvoir consulter les sites internet censurés par les autorités iraniennes. S'il est vrai comme le fait remarquer le délégué du gouvernement que la plupart des pièces relatives au blog du demandeur sont en farsi, il n'en reste pas moins que bon nombre sont en français et permettent au tribunal de comprendre le but et le contenu général du blog, à savoir une opposition au régime politique iranien. Par ailleurs, il y a lieu de retenir que la partie étatique, contrairement à ses affirmations, aurait pu utilement procéder à la traduction dudit blog, alors qu'il résulte du procès-verbal de l'audition du demandeur au ministère des affaires étrangères qu'il avait d'ores et déjà invité l'Etat à consulter son blog en date du 2 juillet 2009 tout en lui donnant l'adresse électronique. L'Etat avait dès lors la possibilité de consulter le contenu dudit bloc sans pour autant devoir attendre la communication de pièces y relatives dans le cadre de la procédure contentieuse.

Le tribunal note par ailleurs que la partie étatique ne conteste ni le contenu allégué du blog du demandeur, ni qu'il en est le concepteur respectivement l'auteur.

Aux termes de l'article 27 de la loi du 5 mai 2006 :

« (1) Une crainte fondée d'être persécuté ou un risque réel de subir des atteintes graves peut s'appuyer sur des événements ayant eu lieu depuis le départ du demandeur du pays d'origine.

(2) Une crainte fondée d'être persécuté ou un risque réel de subir des atteintes graves peut s'appuyer sur des activités exercées par le demandeur depuis son départ du pays d'origine, en particulier s'il est établi que les activités sur lesquelles cette demande se fonde

constituent l'expression et la prolongation de convictions ou d'orientations affichées dans le pays d'origine.

(3) Sans préjudice de la Convention d'Genève, un demandeur qui introduit une demande ultérieure ne se voit normalement pas octroyer le statut de réfugié, si le risque de persécutions est fondé sur des circonstances que le demandeur a créées de son propre fait depuis son départ du pays d'origine ».

Il en découle que tant des événements dans le pays d'origine du demandeur de protection internationale que des activités qu'il a exercées depuis son départ de son pays d'origine sont susceptibles d'être pris en compte pour fonder une crainte de persécution. Si l'article 27 (3) de la loi du 5 mai 2006 permet au ministre de restreindre la prise en compte des circonstances sur lesquelles la crainte de persécution est fondée, si le demandeur de protection internationale les a créées de son propre fait depuis son départ du pays d'origine, cet article ne soumet cependant pas la prise en compte des activités exercées depuis le départ du demandeur de protection internationale de son pays d'origine à la condition qu'il ait, dans son pays d'origine, exercé des activités identiques ou similaires, mais se borne à exiger que l'activité exercée depuis le départ du pays d'origine constitue l'expression et la prolongation de convictions ou d'orientations affichées dans le pays d'origine, c'est-à-dire l'article précité exige l'existence d'un lien entre les activités exercées depuis le départ du pays d'origine et les opinions ou convictions y affichées.¹

En l'espèce il résulte des pièces versées en cause, et notamment de l'attestation testimoniale versée par la partie étatique elle-même, que le demandeur était d'ores et déjà politiquement actif quand il était étudiant. En outre, il résulte du procès-verbal de l'audition du requérant du 24 mars 2005 que celui-ci avait notamment assisté à une manifestation commémorative de la manifestation estudiantine de juillet 1999 et qu'il avait distribué des tracts contenant le discours de Reza Shah.

S'il est dès lors vrai que l'activité du demandeur consistant à publier sur son blog des informations relatives à la procédure à suivre pour pouvoir consulter les sites internet censurés par les autorités iraniennes et des articles de presse dénonçant les violations des droits de l'Homme en Iran, n'est pas à considérer comme continuation à l'identique d'activités que le demandeur a eues dans son pays d'origine, force est néanmoins au tribunal de rappeler que l'article afférent de la loi du 5 mai 2006 n'exige pas que le demandeur de protection internationale se soit livré, dans son pays d'origine, à une activité identique ou similaire mais se limite à exiger un lien entre l'activité et les opinions ou convictions que le demandeur doit avoir affichées dans son pays d'origine.

Or, en l'espèce, l'activité poursuivie par le demandeur au Luxembourg doit être considérée comme l'expression et la matérialisation de convictions que le demandeur avait d'ores et déjà affichées en Iran.

Il s'ensuit qu'en l'espèce, le ministre n'a pas pu valablement déclarer la demande de protection internationale du demandeur irrecevable au sens de l'article 23 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection en retenant

¹ Trib. adm. 22 janvier 2010, n°26450 du rôle. www.ja.etat.lu

que les faits nouveaux invoqués par le demandeur, à savoir son activité de weblogger et la perquisition chez ses parents qui s'en est suivie, ne pouvaient valoir comme motif de protection internationale étant donné que le risque de persécution dont ce dernier fait état serait uniquement fondé sur des circonstances qu'il a créées de son propre fait depuis son départ du pays d'origine.

Au vu de l'ensemble des considérations qui précèdent, le recours sous analyse est à déclarer fondé, de sorte qu'il y a lieu d'annuler les décisions ministérielles déférées.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en annulation en la forme ;

au fond, le déclare justifié ;

partant, annule les décisions du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 17 décembre 2009 et du 18 janvier 2010 ;

condamne l'Etat aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 15 mars 2010 par :

Marc Feyereisen, président,
Marc Sünner, premier juge,
Thessy Kuborn, juge,

en présence du greffier Arny Schmit.

s. Schmit

s. Feyereisen